



Insécurité alimentaire et risques de violence à l'Extrême-Nord du Cameroun : les femmes et les filles les plus exposées.

Selon le "Food Crisis Prevention Network", 33.4 millions de populations dans la région Sahélienne et dans l'Afrique de l'Ouest pourraient être dans un besoin immédiat d'assistance alimentaire dans la période de soudure (Juin- Août 2022) ; ce chiffre représente presque le double des personnes qui étaient affecté en 2020. Les femmes et les filles risquent d'être le plus impactées car, selon un rapport produit en 2020 par la FAO, IFAD, UNICEF, PAM et OMS, l'insécurité alimentaire était 10% plus importante parmi les femmes que chez les hommes et que l'écart entre les sexe s'est élargi entre 2019 et 2020.¹ En Avril 2022, le Domaine de Responsabilité VBG dans la région de l'Afrique Centrale et Afrique de l'Ouest a produit une note de plaidoyer pour porter à l'attention du monde entier la crise alimentaire qui sévit dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale avec la crise en Ukraine ainsi que leur impact sur la sécurité des femmes et des filles.

Le 14 mars 2022, le secrétaire général des Nations unies a mis en garde contre "un ouragan de la faim et un effondrement du système alimentaire mondial" à la suite de la crise ukrainienne. Peu d'endroits en feront l'expérience avec plus de force que les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre ; et les femmes et les filles d'Afrique de l'Ouest porteront à nouveau le poids des conflits et des crises, même à des milliers de kilomètres de là. L'Ukraine était parmi les grands producteurs du blé au monde lequel Cameroun importait 45 % de sa consommation, la crise en cours va davantage impacter sur cette situation.

Au Cameroun, le rapport de l'Analyse Cadre Harmonisé d'octobre 2021², montre que 9% (soit 2 430 111 personnes) de la population totale est estimé en situation d'insécurité alimentaire de phase 3 (crise) à 4 (urgence). Dans la région de l'Extrême-Nord, l'environnement et les changements climatiques exposent davantage les populations à l'insécurité alimentaire. En effet, plus de 16 000 hectares des cultures ont été détruites par des chenilles légendaires dans le département du Mayo-Sava³ et 153 600 personnes ont été affectées par les inondations au cours des mois d'Août et Septembre 2022 dans les régions de l'Extrême-Nord et précisément dans les départements de Logone et Chari et Mayo-Danay⁴. De plus, la région de l'Extrême-Nord dépend de l'assistance humanitaire et importation pour nourrir toute la population, ainsi la région va subir le poids de la crise en Ukraine plus que les autres régions au Cameroun. La crise alimentaire que traverse la région de l'Extrême Nord

¹ FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, "The State of Food Security and Nutrition in the World 2021. Transforming Food Systems for Food Security, Improved Nutrition and Affordable Healthy Diets for all" <https://www.fao.org/3/cb4474en/cb4474en.pdf>

² Analyse Cadre Harmonisé « Identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle » Cameroun SESSION d'Octobre 2021 Par: MAINA HAMADOU CN PNVRS
file:///C:/Users/DELL/Downloads/CH_CAMEROUN_Octobre_2021_13-12-2021.pdf

³SitRep OCHA - juillet 2022 <https://reports.unocha.org/fr/country/cameroon/>

⁴ Ministère de la Santé Publique, *rapport de situation n° 1 inondations dans le Logone et Chari et le Mayo-Danay région de l'Extrême nord*, Septembre 2022

affecte les femmes d'une manière disproportionnée tout en exacerbant les risques d'exposition aux violences basées sur le genre.

L'impact sur la vulnérabilité des femmes et des filles

Bien que l'insécurité alimentaire affecte la communauté entière, les femmes et les filles payent le plus lourd tribut. Au Cameroun, parmi les ménages en insécurité alimentaire, 16% sont dirigés par les femmes⁵, aussi 38% des ménages ayant pour chef une femme ont une consommation alimentaire pauvre ou limité. Les femmes ont également un indice domestique de la faim plus sévère. Or, la défaillance alimentaire affecte aussi bien la santé de la femme enceinte que celle de l'enfant, dans la mesure où la malnutrition chez la femme enceinte et allaitante est un facteur de risque de retard de croissance chez le fœtus ou chez le nourrisson, de décès néonatale, infantile et maternel ou encore d'interruption de grossesse.

Du fait des inégalités sociales qui sont légion dans la région suscitée, lorsque la ration alimentaire du ménage ne peut satisfaire les besoins de toute la maisonnée les hommes et les garçons sont privilégiés au détriment des filles et des femmes alors même que ce sont ces dernières qui ont apprêté les repas du ménage⁶. Bien souvent, elles n'ont qu'un accès limité aux ressources et ne les contrôlent guère. En conséquence, leur dépendance provoquée par cette situation peut accroître les risques qu'elles subissent d'agressions sexuelles, des exploitations ou abus sexuels. Pour subvenir aux besoins alimentaires de leur famille elles peuvent se retrouver dans des situations à risque de violence, lorsque par exemple elles parcourent de longues distances dans des zones peu sécurisées pour pouvoir faire le marché, ou quand elles recourent aux stratégies d'adaptation négatives tel que le sexe de survie. Selon une enquête de 2020 sur la sécurité alimentaires au Cameroun en effet, 40% des chefs de ménage de sexe féminin utilisent une stratégie basée sur les moyens d'existence (diminuer le nombre des repas, consommations des aliments non préférés et moins chers, mendicité, vente des actifs familiaux, etc.) et 16% des ménages ayant une femme à leur tête ont utilisé des stratégies liées aux moyens d'existence d'urgence (emprunter de la nourriture, compté sur l'aide des inconnus, prostitution de survie, mariages forcés, etc.)⁷.

En effet, l'insécurité alimentaire due aux effets combinés du changement climatique mentionné, et de la crise sécuritaire dans le bassin du Lac Tchad ont favorisé, dans l'Extrême Nord, l'augmentation des incidents de déni de ressources, opportunités ou services de 36% en 2020 à 42% des incidents de VBG reportés en 2021, selon les données du Système de gestion de l'information sur les VBG (GBVIMS).

⁵ Evaluation conjointe PAM/PNSA de la sécurité alimentaire dans les régions de l'Est, Adamaoua, Nord et Extrême-Nord du Cameroun Données collectées du 13 au 24 septembre 2016

<https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp291694.pdf>

⁶ No Conflict Exists in a Vacuum -Food insecurity and the consequences of the Ukraine crisis on Gender-Based Violence (GBV) in West and Central Africa, Advocacy brief - 1 April 2022, GBV Working Group, West and Central Africa

[file:///C:/Users/DELL/Downloads/No%20Conflict%20in%20a%20Vacuum-GBV-Food%20Insecurity-Ukraine%20and%20WCAR-FINAL-4.4.2022%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/DELL/Downloads/No%20Conflict%20in%20a%20Vacuum-GBV-Food%20Insecurity-Ukraine%20and%20WCAR-FINAL-4.4.2022%20(1).pdf)

⁷ Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, République du Cameroun, Avril 2021, Données de Septembre 2020

https://fscluster.org/sites/default/files/documents/2021.04_cmr_ensan_report.pdf

A l'Extrême Nord du Cameroun les femmes et les filles n'ont pas les mêmes chances d'accès à la propriété que les hommes. L'acquisition des terres, les commerces, l'accès aux services financiers sont contrôlés par les hommes donc certains mieux placés dans la société sont propriétaires. Cette dépendance freine leur autonomisation, les plonge dans la précarité et réduit leur accès à d'autres services de base vitale pour leur survie dans cette crise humanitaire.

Insécurité alimentaire, violence domestiques et mariage d'enfant

L'insécurité alimentaire augmente les violences domestiques dans les ménages, accroît les mariages d'enfant comme stratégie négative d'adaptation. Depuis 2020 et proportionnellement à la globalité des incidents des VBG assistés, les violences domestiques ont continué de monter en flèche, selon le GBVIMS, avec une augmentation de 4% des rapports de violence entre partenaires intimes. Au premier semestre 2022, 79% des incidents des VBG rapportés par les acteurs sont perpétrés par les partenaires intimes ; ce qui représente une augmentation de 17% par rapport à 2021. Au Cameroun, cette forme de violence est rapportée principalement être physique, sexuelle, émotionnelle, ou de dénis de ressources opportunités ou services.

Lors des audits de sécurité réalisés de décembre 2021 dans une localité de la région, le Réseau des Animateurs pour l'Éducation des Communautaire (RESAEC) note que « *la pandémie de COVID-19 a accru les problèmes de protection des plus vulnérables, surtout les femmes et les filles, qui se sont vues plus exposées que jamais aux risques d'insécurité en raison de la restriction des déplacements et de la baisse des interventions humanitaires. Ces dernières font face à une augmentation des incidents de violences basées sur le genre tous azimuts. C'est ainsi que 67% des ménages enquêtés ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins de base. Ce qui pourrait les pousser à adopter des stratégies d'adaptation négative y compris le sexe de survie, les mariages précoces et forcés.* »⁸

Conclusion et Recommandations :

Les crises multiples que traverse la région de l'extrême Nord du Cameroun constituent un défi majeur pour la survie et le bien être des femmes et des filles. En dépit des évidences de l'ampleur des VBG dans l'Extrême-Nord la réponse et la prévention des VBG reste sous-financée dans cette région. La crise alimentaire exacerbée par la guerre en Ukraine, en plus de situations d'insécurité et l'impact socio-économique du COVID19 qui se fait sentir encore, accroît les risques de violence basée sur le genre tout en constituant des barrières aux femmes et filles pour accéder aux services essentiels. Ignorer les besoins des femmes et filles c'est les laisser dans le cercle vicieux de violence, à leur sort.

Dans ce contexte, le GBV AoR au Cameroun demande de multiplier les efforts en recommandant ce qui suit :

A l'endroit des bailleurs de fonds

⁸ Secteur Protection, *Evaluation des besoins de Protection pour le Département du Diamaré, Extrême-Nord, Janvier 2022*

- Prioriser la réponse et la prévention des violences basées sur le genre dans cette région pour assurer la centralité de la protection et l'égalité de sexe dans l'action humanitaire et mieux protéger les femmes et les filles ;
- Accroître le soutien à la réponse globale aux VBG, de préférence avec des interventions à plus long terme, tout en exigeant que les interventions de prévention, d'atténuation des risques soient intégrées et budgétisées dans les interventions spécialisées non liées à la VBG et dans la planification de tous les secteurs (sécurité alimentaire, nutrition, abris, eau hygiène et assainissement, etc.).

Aux acteurs des secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition :

- Renforcer l'utilisation des directives IASC sur la VBG dans les cycles des programmes, en intégrant des objectifs mesurables dans la prise en compte des besoins particulier des femmes et des filles, ainsi que des mesures de mitigations des risques des VBG
- Promouvoir les projets intégrés conjoints et à long terme entre les acteurs, et prioriser les projets VBG intégrée à la sécurité nutritionnelle ;
- Travailler avec les acteurs locaux de la VBG, y compris les organisations dirigées par des femmes et les communautés directement touchées par la crise, afin de mieux comprendre les besoins spécifiques des femmes et des filles et de les aider à s'attaquer aux causes profondes et aux impacts sexospécifiques de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition de manière appropriée et efficace ;
- Travailler en étroite collaboration avec les acteurs VBG pour mettre en place des mécanismes clairs pour la mitigation des risques des violences domestiques dans cette région pour une réponse holistique ;

Aux acteurs VBG

- Mener des analyses régulières pour mettre à jour les liens entre sécurité alimentaire et violence basée sur le genre pour les femmes et les filles en particulier afin d'informer les décisions programmatiques.
- Coordonner les efforts pour une meilleure approche à long terme de réponse et de prévention des risques de VBG en lien avec l'insécurité alimentaire et la nutrition.

Pour toute question, veuillez contacter les personnes suivantes

Liliane Munezero, GBV Coordinator, UNFPA Cameroun lmunezero@unfpa.org, +237655457023

Malama Hichai, GBV Sub Cluster Coordinator Far North, UNFPA Cameroun malama@unfpa.org, +237672030328